

La provocation d'une guerre nucléaire par les médias



par John PILGER

La disculpation d'un homme accusé du pire des crimes, le génocide, n'a pas fait les manchettes. Ni la BBC ni CNN n'en ont parlé. *The Guardian* s'est permis un bref commentaire. Un tel aveu officiel et rare fut, sans surprise, enterré ou occulté. Cela révélerait trop de choses sur les dirigeants du monde.

Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a discrètement blanchi le feu président serbe, Slobodan Milosevic, de crimes de guerre commis pendant la guerre de Bosnie de 1992 à 1995, y compris du massacre de Srebrenica.

Loin d'avoir conspiré avec le leader des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic, qui a été condamné, Milosevic avait en réalité « *condamné le nettoyage ethnique* », s'était opposé à Karadzic et a tenté d'arrêter la guerre qui a démembré la Yougoslavie. Enterré vers la fin d'un arrêt de 2,590 pages sur Karadzic, publié au mois de Février dernier, cette vérité démolit un peu plus la propagande qui justifia l'assaut illégal de l'OTAN sur la Serbie en 1999.

Milosevic est mort d'une crise cardiaque en 2006, seul dans sa cellule à La Haye, au cours de ce qui équivaut à un procès bidon par un « tribunal international » inventé par les Etats-Unis. Une intervention chirurgicale, qui aurait pu sauver la vie, lui fut refusé et son état s'est empiré et il fut surveillé et maintenu au secret par les autorités US, comme WikiLeaks l'a révélé depuis.

Milosevic a été victime de la propagande de guerre qui aujourd'hui coule à flots sur nos écrans et journaux et signale un grand danger pour nous tous. Il était l'archétype du démon, vilipendé par les médias occidentaux comme le « *boucher des Balkans* » qui était responsable de « génocide », en particulier dans la province yougoslave sécessionniste du Kosovo. Le Premier ministre Tony Blair l'a dit, a invoqué l'Holocauste et a demandé des mesures contre « *ce nouveau Hitler* ».

David Scheffer, l'ambassadeur itinérant des crimes de guerre [sic], a déclaré que jusqu'à « *225.000 hommes albanais ethniques âgés de 14 à 59 ans* » ont pu être assassinés par les forces de Milocevic.

Ce fut la justification des bombardements de l'OTAN, dirigés par Bill Clinton et Blair, qui tuèrent des centaines de civils dans des hôpitaux, des écoles, des églises, des parcs et des studios de télévision et détruisirent l'infrastructure économique de la Serbie. Ce fut un geste manifestement idéologique ; à une fameuse « conférence de paix » à Rambouillet, en France, Milosevic a été confronté par Madeleine Albright, la secrétaire d'Etat US, qui allait entrer dans les annales de l'infamie avec sa remarque sur la mort d'un demi-million d'enfants irakiens qui « *en valait la peine* ».

Albright a communiqué une « offre » à Milosevic qu'aucun leader national ne pouvait accepter. À moins de convenir d'une occupation militaire étrangère de son pays, avec des forces d'occupation « *en dehors d'un processus juridique* », et de l'imposition d'un « marché libre » néo-libéral, la Serbie serait bombardée. C'était contenu dans une « Annexe B », que les médias n'ont pas lue ou ont censurée. L'objectif était d'écraser le dernier Etat « socialiste » indépendant de l'Europe.

Une fois que l'OTAN a commencé à bombarder, il y eut une ruée de réfugiés kosovars « *fuyant un holocauste* ». Quand tout fut terminé, les équipes internationales de police se sont rendues au Kosovo pour exhumer les victimes. Le FBI n'a pas réussi à trouver une seule fosse commune et ils rentrèrent chez eux. L'équipe médico-légale espagnole a fait de même, son chef dénonçant avec colère « *une pirouette sémantique par les machines de propagande de guerre* ». Le décompte final des morts au Kosovo est 2788. Cela inclut les combattants des deux côtés et les Serbes et les Roms assassinés par le pro-OTAN *Front de libération du Kosovo*. Il n'y a pas eu de génocide. L'attaque de l'OTAN fut à la fois une fraude et un crime de guerre.

Tous sauf une fraction des tant vantés missiles à « précision guidée » des Etats-Unis ont touché non pas des cibles militaires mais des civils, y compris les studios de la Radio Télévision de Serbie à Belgrade. Seize personnes ont été tuées, dont des cameramen, des producteurs et une maquilleuse. Blair qualifia

les morts, de manière profane, comme « *le commandement et le contrôle* » de la Serbie.

En 2008, le procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Carla Del Ponte, a révélé qu'elle avait subi des pressions pour ne pas enquêter sur les crimes de l'OTAN.

Ceci devint le modèle pour les invasions futures par Washington de l'Afghanistan, l'Irak, la Libye et, de manière furtive, la Syrie. Toutes ces invasions pouvaient être qualifiées de « crimes suprêmes » selon la norme établie à Nuremberg ; toutes dépendaient de la propagande des médias. Alors que le journalisme à sensation a joué son rôle habituel, c'était le journalisme sérieux, crédible, souvent progressiste qui a été le plus efficace - la promotion évangélique de Blair et de ses guerres par le *Guardian*, les mensonges incessants sur les armes de destruction massive inexistantes de Saddam Hussein dans *The Observer* et le *New York Times*, et les battements de tambours ininterrompus de la propagande du gouvernement par la BBC dans le silence de ses omissions.

Au plus fort des bombardements, Kirsty Wark de la BBC a interviewé le général Wesley Clark, le commandant de l'OTAN. La ville serbe de Nis venait d'être pulvérisé par des bombes à sous-munitions états-uniennes, tuant femmes, personnes âgées et enfants dans un marché ouvert et un hôpital. Wark n'a pas posé une seule question sur ce sujet, ni sur tous les autres morts civils.

D'autres furent plus effrontés. En Février 2003, au lendemain de l'écrasement de l'Irak par Blair et Bush, le rédacteur en chef politique de la BBC, Andrew Marr, se trouvait à Downing Street [Bureaux du Premier Ministre Britannique - NdT] et prononça ce qui équivaut à un discours de victoire. Il déclara avec enthousiasme à ses téléspectateurs que Blair avait « *dit qu'ils seraient en mesure de prendre Bagdad sans bain de sang, et qu'en fin de compte les Irakiens allaient célébrer. Et sur ces deux points, il a eu totalement raison* ». Aujourd'hui, avec un million de morts et une société en ruines, les interviews de Marr à la BBC sont recommandées par l'ambassade des Etats-Unis à Londres.

Les collègues de Marr s'alignèrent pour qualifier les actions de Blair de « justifiées ». Le correspondant à Washington de la BBC, Matt Frei, déclara : « *Il ne fait aucun doute que la volonté d'apporter le bien, les valeurs américaines au reste du monde, et en particulier au Moyen-Orient ... est désormais de plus en plus liée au pouvoir militaire.* »

Cette prosternation devant les États-Unis et leurs collaborateurs comme une force bienveillante qui « apportent le bien » est profondément ancrée dans le journalisme occidental moderne. Il veille à ce que la catastrophe actuelle en Syrie soit exclusivement de la faute de Bachar al-Assad, contre qui l'Occident et Israël conspirent depuis longtemps, non pas pour des considérations humanitaires, mais pour consolider le pouvoir agressif d'Israël dans la région. Les forces jihadistes déchaînées et armées par les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Turquie et leurs mandataires de la « coalition » sont là pour ça. Ce sont eux qui dispensent la propagande et les vidéos qui deviennent des informations aux États-Unis et en Europe, et qui fournissent un accès aux journalistes et garantissent une « couverture » partisané de la Syrie.

Aux informations, on parle de la ville d'Alep. La plupart des lecteurs et téléspectateurs ne seront pas au courant que la majorité de la population d'Alep vit dans la partie occidentale contrôlée par le gouvernement. Le fait qu'ils souffrent quotidiennement des bombardements d'artillerie d'al-Qaida parrainé par l'Occident n'est pas mentionné. Le 21 Juillet, les bombardiers français et américains ont attaqué un village du gouvernement dans la province d'Alep, tuant jusqu'à 125 civils. Cela a été rapporté en page 22 du *Guardian* ; il n'y a pas eu de photos.

Après avoir créé et soutenu le djihadisme en Afghanistan dans les années 1980 dans le cadre de l'Opération Cyclone - une arme qui visait à détruire l'Union soviétique - les États-Unis sont en train de faire quelque chose de similaire en Syrie. Comme les moudjahidin afghans, les « rebelles » syriens sont les fantassins de l'Amérique et de la Grande-Bretagne. Beaucoup combattent pour al-Qaida et ses variantes ; certains, comme le Front Nosra, se sont rebaptisés pour se conformer aux sensibilités américaines post-11 Septembre. La CIA les dirige, avec difficulté, comme elle dirige des djihadistes partout dans le monde.

L'objectif immédiat est de détruire le gouvernement de Damas qui, selon le sondage le plus crédible (YouGov Siraj), est soutenu par la majorité des Syriens, ou tout au moins qui se retournent vers lui pour sa protection, quelle que soit la barbarie qui peut régner en coulisses. L'objectif à long terme est de nier à la Russie un allié clé du Moyen-Orient dans le cadre d'une guerre d'usure de l'Otan contre la Fédération de Russie qui finirait éventuellement par détruire cette dernière.

Le risque nucléaire est évident, bien qu'occulté par les médias du « monde libre ». Les éditorialistes du *Washington Post*, ayant promu le mensonge sur les Armes de destruction massive en Irak, demandent à Obama d'attaquer la Syrie. Hillary Clinton, qui se réjouissait publiquement de son rôle de son bourreau lors de la destruction de la Libye, a indiqué à plusieurs reprises que, en tant que présidente, elle « ira plus loin » qu'Obama.

Gareth Porter, un journaliste basé à Washington, a récemment révélé les noms de ceux qui sont susceptibles de faire partie du cabinet Clinton, qui planifient une attaque sur la Syrie. Tous ont des passés de belligérants de la guerre froide ; l'ancien directeur de la CIA, Leon Panetta, a déclaré que « *le prochain président devra envisager d'envoyer des forces spéciales supplémentaires sur le terrain* ».

Le plus remarquable dans la propagande de guerre qui bat actuellement son plein est son côté absurde et familier. J'ai visionné des films d'archives des années 1950 à Washington, à l'époque où des diplomates, des fonctionnaires et des journalistes étaient traqués et ruinés par la chasse aux sorcières déclenchée par le sénateur Joe McCarthy contre ceux qui contestaient les mensonges et la paranoïa au sujet de l'Union Soviétique et de la Chine. Comme une tumeur renaissante, le culte anti-Russe est de retour.

En Grande-Bretagne, Luke Harding du *Guardian* entraîne ses lecteurs qui détestent la Russie dans un flot de parodies journalistiques qui attribuent à Vladimir Poutine tous les malheurs de la terre. Lorsque la fuite des *Panama Papers* fut publiée, la première page du quotidien mentionna M. Poutine, et il y avait une image de Poutine ; peu importe si le nom de Poutine n'était mentionné nulle part dans les documents.

Comme Milosevic, Poutine est le Diable en chef. C'est Poutine qui a abattu un avion de ligne Malaisienne au-dessus de l'Ukraine. Le titre auquel on a eu droit est le suivant : « *En ce qui me concerne, Poutine a tué mon fils.* » Pas besoin de preuves. C'est Poutine qui est responsable du renversement du gouvernement élu à Kiev en 2014, organisé (et financé) par - documents à l'appui - Washington. La campagne de terreur qui a suivi, déclenchée par les milices fascistes contre la population russophone de l'Ukraine était le résultat de « l'agression » de Poutine. Prévenir que la Crimée devienne une base de missiles de l'OTAN et protéger la population majoritairement russe qui s'était prononcée par référendum pour son intégration à la Russie - à la suite de quoi la Crimée fut annexée - étaient autant d'exemples de « l'agression » de Poutine. La calomnie par les médias devient inévitablement une guerre par les médias. Si la guerre avec la Russie éclate, à dessein ou par accident, les journalistes en porteront une grande part de responsabilité.

Aux États-Unis, la campagne anti-Russe s'assimile à la réalité virtuelle. Paul Krugman du *New York Times*, un économiste lauréat du prix Nobel, a appelé Donald Trump le « *candidat Sibérien* » parce que Trump est l'homme de Poutine, dit-il. Trump a osé suggérer, dans un moment rare de lucidité, qu'une guerre avec la Russie pourrait être une mauvaise idée. En fait, il est allé plus loin et a retiré les livraisons d'armes US à l'Ukraine de son programme. « *Ne serait-ce pas merveilleux si nous nous entendions avec la Russie,* » a-t-il dit.

C'est pourquoi l'*establishment* libéral belliciste des États-Unis le déteste. Son racisme, sa démagogie et ses rodomontades n'ont rien à voir avec ça. En matière de racisme et d'extrémisme, Bill et Hillary Clinton n'ont rien à envier à Trump. (Cette semaine marque le 20^e anniversaire de la « réforme de la protection sociale » de Clinton qui a été une guerre contre les Afro-Américains). Quant à Obama : tandis que les armes de la police US abattent ses frères afro-américains, le grand espoir de la Maison Blanche n'a rien fait pour les protéger, rien fait pour soulager leur misère, tout en menant quatre guerres rapaces et une campagne d'assassinat sans précédent.

La CIA a demandé que Trump ne soit pas élu. Des généraux du Pentagone ont demandé qu'il ne soit pas élu. Le pro-guerre du *New York Times* - pendant les pauses de leur campagnes anti-Poutine - demandent qu'il ne soit pas élu. Il y a quelque chose qui se mijote. Ces tribuns de la « guerre perpétuelle » sont terrifiés que le business de plusieurs milliards de dollars de la guerre par laquelle les États-Unis maintiennent leur domination serait compromis si Trump trouvait un accord avec Poutine, puis avec Xi Jinping de la Chine. Leur panique devant la possibilité d'une grande puissance parlant de paix dans le monde - ce qui est peu probable - serait une farce macabre si l'avenir n'était pas aussi sombre.

« *Trump aurait aimé Staline !* » hurla le vice-président Joe Biden lors d'un rassemblement de soutien à Hillary Clinton. Avec Clinton hochant la tête, il a crié : « *Nous ne nous inclinons jamais. Nous ne plions jamais. Nous ne nous agenouillons jamais. Nous ne cédonc jamais. La victoire est à nous. Voilà qui nous sommes. Nous sommes l'Amérique !* »

En Grande-Bretagne, Jeremy Corbyn a également provoqué l'hystérie des faiseurs de guerre du Parti travailliste et d'un média qui se consacre à lui rentrer dedans. Lord West, ancien amiral et ministre du Travail, l'a bien formulé. Corbyn prenait une position anti-guerre « scandaleuse » « parce que cela lui attire le vote des masses irréflechies ».

Lors d'un débat avec son challenger à la direction du parti, Owen Smith, le modérateur a demandé à Corbyn : « Comment réagiriez-vous en cas de violation par Vladimir Poutine d'un Etat-membre de l'Otan ? »

Corbyn a répondu : « Vous voudriez d'abord éviter que cela n'arrive. Vous établiriez un bon dialogue avec la Russie ... Nous pourrions tenter une démilitarisation des frontières entre la Russie, l'Ukraine et les autres pays frontaliers de la Russie en l'Europe de l'Est. Ce que nous ne pouvons pas faire c'est de laisser une série d'accumulations de troupes calamiteuses de chaque côté, ce qui nous conduit inéluctablement vers un grand danger »

Pressé de dire s'il autoriserait la guerre contre la Russie « s'il le fallait », Corbyn a répondu : « Je ne veux pas faire la guerre - ce que je veux c'est parvenir à un monde où on n'aurait pas à faire la guerre ».

Poser une telle série de questions doit beaucoup à la montée des libéraux bellicistes en Grande-Bretagne. Depuis longtemps, le Parti travailliste et les médias leur ont offert des opportunités de carrière. Pendant un certain temps, le tsunami moral du grand crime commis contre l'Irak a provoqué un flottement, leurs contre-vérités flagrantes sont devenues un fardeau embarrassant mais passager. Indépendamment du rapport Chilcot et de la montagne de faits qui l'incriminent, Blair est toujours leur source d'inspiration, parce qu'il est un « gagnant ».

Le journalisme et enseignements dissidents ont depuis été systématiquement bannis ou accaparés, et les idées démocratiques vidées pour être remplacées par la « politique identitaire » qui confond genre et féminisme, l'angoisse de la société et libération, et qui ignore volontairement la violence d'Etat et le mercantilisme des armes qui détruisent d'innombrables vies dans des pays lointains, comme le Yémen et la Syrie, et qui invitent la guerre nucléaire en Europe et à travers le monde.

La mobilisation de personnes de tous âges autour de la montée spectaculaire de Jeremy Corbyn peut constituer une certaine résistance. Il a passé sa vie à dénoncer les horreurs de la guerre. Le problème pour Corbyn et ses partisans est le Parti Travailliste. Aux Etats-Unis, le problème pour les milliers d'adeptes de Bernie Sanders est le Parti Démocrate, sans parler de l'ultime trahison de leur grand espoir [son ralliement en rase-campagne à H. Clinton - NdT].

Aux Etats-Unis, pays des grands mouvements pour les droits civiques et contre la guerre, ce sont les mouvements comme *Black Lives Matter* et CODEPINK qui constituent les graines d'une version moderne.

Seul un mouvement qui grossirait à chaque coin de rue, qui déborderait des frontières et qui n'abandonnerait pas pourrait arrêter les fauteurs de guerre. L'année prochaine, cela fera un siècle que Wilfred Owen a écrit ce qui suit. Chaque journaliste devrait le lire et le retenir.

Si vous entendiez, à chaque cahot, le sang
Qui gargouille et s'écoule de ces poumons empoisonnés,
Cancer obscène, tel le reflux amer de plaies
Infectes et incurables sur des langues innocentes,
Mon ami, vous mettriez moins de zèle à répéter
À des enfants en mal de gloire désespérée,
Le vieux mensonge : *Dulce et decorum est*
Pro patria mori. [*« Il est doux et glorieux de mourir pour sa patrie »*]

(Traduction française par Georges Gernot)

John Pilger

Traduction « **quand organiserons-nous un nouveau Nuremberg ?** » par VD pour **le Grand Soir** avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles

Journaliste, cinéaste et auteur, John Pilger est l'un des deux journalistes à avoir remporté deux fois la plus haute distinction du journalisme britannique. Pour ses documentaires, il a remporté un *Emmy*, un

British Academy Award, un BAFTA. Parmi de nombreux autres prix, il a remporté un Prix du meilleur documentaire du *Royal Television Society*. Son épopée de 1979, *Cambodge année zéro*, est classé par le *British Film Institute* comme l'un des dix documentaires les plus importants du 20^e siècle.

»» <http://johnpilger.com/articles/provoking-nuclear-war-by-media>

URL de cet article 30795

<http://www.legrandsoir.info/provoquer-une-guerre-nucleaire-par-les-medias.html>

Merci aux journalistes du site [Le Grand Soir](#), qui font un travail important contre les guerres impériales, un travail quotidien de désintoxication médiatique.

Contre la guerre, je recommande à tous ceux qui s'éveillent de lire [Le Grand Soir](#) tous les jours, de même que [les-crisis.fr](#) d'[Olivier Berruyer](#), [le Saker francophone](#), et [investigaction.net](#) de [Michel Collon](#). Étienne.

Lien vers le fil Facebook correspondant à ce billet :

<https://www.facebook.com/etienne.chouard/posts/10154444907702317>